

## **I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE**

### **1) APERÇU GÉNÉRAL**

1. Le PIB canadien par habitant figure, à 39 390 dollars EU, parmi les plus élevés du monde. Depuis 2002, l'économie du Canada affiche des résultats impressionnants. Entre 2002 et 2005, la croissance annuelle moyenne du PIB était légèrement inférieure au potentiel de l'économie, c'est-à-dire 3 pour cent; la croissance du PIB s'est ralentie aux deuxième et troisième trimestres de 2006. Ces résultats globalement encourageants tiennent en grande partie à une gestion macro-économique et à une réforme structurelle saines. Le Canada continue d'appliquer le système de ciblage de l'inflation adopté en 1991. Sur le plan budgétaire, il a annoncé des excédents fédéraux depuis son dernier examen. Les provinces ont, elles aussi, pratiqué une discipline budgétaire, grâce à laquelle elles ont enregistré un excédent global de 1 pour cent du PIB pour l'exercice budgétaire 2005/06. Le Canada a remarquablement réussi à alléger le fardeau de sa dette fédérale, puisque le ratio de la dette au PIB est tombé à 35 pour cent en 2005/06. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'abaisser la dette fédérale à 25 pour cent du PIB d'ici à 2012/13.

2. La composition et la répartition géographique du commerce des marchandises se sont considérablement modifiées au cours de la période considérée. La part des combustibles dans les exportations totales a fait un bond, passant de 14 pour cent en 2001 à 20 pour cent en 2005, en raison pour une part des prix élevés de l'énergie, mais aussi, s'agissant de produits de base tels que le pétrole brut, de l'augmentation des quantités exportées. Même si le Canada continue de commercer surtout avec les États-Unis, la provenance de ses importations de marchandises s'est diversifiée, et cela en raison principalement de l'importance croissante prise par la Chine comme source d'importations.

3. Les très bons résultats obtenus par le Canada ces dernières années mettent en relief la remarquable souplesse de son économie, puisque la croissance s'est inscrite sur un fond de chocs non négligeables, y compris la montée en flèche des prix de l'énergie, l'expansion de la production de pétrole et de gaz et l'appréciation du taux de change. Malgré cela, l'économie se caractérise par une croissance relativement lente de la productivité, en raison peut-être d'un manque de plus en plus marqué de capitaux dans les années 90. Il serait possible d'accélérer la croissance de la productivité, notamment en éliminant les obstacles aux importations de produits agricoles, en supprimant les restrictions à l'investissement étranger, en réduisant à leur minimum les subventions qui faussent la concurrence et en levant les obstacles au commerce intérieur.

### **2) ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE**

#### **i) Production, productivité et emploi**

4. L'économie canadienne n'a cessé de se développer depuis 2002. Le PIB s'est accru en moyenne de 2,7 pour cent par an au cours de la période 2002-2005, soutenu par une forte demande intérieure, en particulier d'investissements (tableau I.1). Sa croissance s'est certes ralentie en 2003, mais elle a repris par la suite, entraînée par une vigoureuse progression des investissements résidentiels et non résidentiels ainsi que par la persistance de dépenses de consommation élevées. Les exportations brutes ont augmenté, mais la contribution au PIB des exportations nettes a été négative parce que les importations ont augmenté plus vite. L'expansion rapide des importations, à la fois de biens et de services, est allée de pair avec une forte consommation. Aux deuxième et troisième trimestres de 2006, la croissance du PIB s'est ralentie, à 2 et 1,7 pour cent, respectivement, en raison pour beaucoup du recul de l'investissement dans le secteur du logement et du ralentissement de la progression des dépenses de consommation.

**Tableau I.1**  
**Quelques indicateurs macro-économiques, 2002-2006<sup>a</sup>**  
(Milliards de dollars canadiens et pourcentages)

	2002	2003	2004	2005	2006 T1	2006 T2	2006 T3
<b>PIB (milliards de dollars canadiens courants)</b>	<b>1 152,9</b>	<b>1 213,4</b>	<b>1 290,8</b>	<b>1 371,4</b>	<b>1 427,0</b>	<b>1 432,8</b>	<b>1 440,8</b>
<b>PIB par habitant (dollars canadiens)</b>	<b>36 807,0</b>	<b>38 359,0</b>	<b>40 403,9</b>	<b>42 514,1</b>	<b>43 978,7</b>	<b>44 053,6</b>	<b>44 164,7</b>
	<b>Variations en pourcentage</b>						
PIB réel	2,9	1,8	3,3	2,9	3,8	2,0	1,7
Demande intérieure finale	3,0	3,8	4,2	4,3	5,6	3,6	2,8
Dépenses de consommation	3,6	3,0	3,3	3,9	4,8	3,8	4,2
Biens	3,5	3,0	3,3	3,9	5,6	5,1	4,8
Services	2,8	3,5	3,9	4,1	4,0	2,7	3,8
Dépenses publiques	2,4	3,8	3,1	3,2	3,9	4,4	0,6
Biens et services	2,5	3,5	3,0	2,7	3,3	4,9	0,7
Formation brute de capital fixe	3,7	5,8	3,3	6,8	6,7	3,4	0,5
Investissement résidentiel	14,1	6,0	7,8	3,2	14,2	-4,8	-8,2
Investissement fixe des entreprises (non résidentiel)	-4,1	7,0	9,1	9,4	8,1	5,4	7,0
Construction non résidentielle	-5,9	5,5	7,4	7,9	8,4	3,0	4,7
Machines et matériel	-2,8	7,9	10,3	10,5	7,9	7,4	8,9
Investissement en stocks des entreprises (milliards de dollars canadiens)	0,6	8,7	9,7	15,5	11,5	18,6	15,3
Exportations réelles de biens et services	1,2	-2,4	5,2	2,1	-3,8	-1,7	3,6
Biens	0,8	-2,2	5,5	2,5	-3,9	-2,7	5,0
Services	3,9	-3,4	3,4	-0,1	-2,7	5,0	-5,6
Importations réelles de biens et services	1,7	4,5	8,2	7,1	-2,0	8,6	4,1
Biens	1,7	3,6	8,4	7,9	-3,6	9,2	6,1
Services	1,7	8,4	7,2	3,5	6,6	5,4	-5,4
Revenu réel disponible des particuliers	1,7	2,3	3,2	2,5	12,8	-3,8	5,6
Épargne nationale brute	21,1	21,3	22,8	23,6	23,3	23,3	23,3
<b>Emploi/chômage et productivité</b>							
Emploi (variation en pourcentage)	2,4	2,4	1,8	1,4	1,6	3,1	0,4
Taux de chômage	7,7	7,6	7,2	6,8	6,4	6,2	6,4
Accroissement de la productivité du travail dans le secteur privé	1,4	0,0	0,3	2,1	1,7	-1,0	-0,3

.. Non disponible.

a Valeurs annualisées, sauf indication contraire.

Source: Statistique Canada. Adresse consultée: <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/>.

5. L'accroissement de la demande intérieure a été soutenu par des hausses du revenu disponible réel des particuliers entre 2004 et le troisième trimestre de 2006. Malgré l'augmentation de ce revenu, le taux d'épargne des particuliers a baissé, et il est tombé à 1,2 pour cent au deuxième trimestre de 2006, contre 13 à 14 pour cent observés au début des années 90.

6. Même si l'investissement résidentiel a été vigoureux entre 2002 et 2004, il s'est ralenti depuis 2005. L'investissement privé non résidentiel, en particulier dans les machines et le matériel, a repris depuis 2003, et il a été l'une des principales composantes favorisant la progression du PIB depuis lors,

ce qui témoigne du degré élevé d'utilisation des capacités.<sup>1</sup> Depuis le dernier examen du Canada, les niveaux de la dette à la consommation et de la dette hypothécaire ont continué de monter et, en proportion de leurs revenus, l'endettement des ménages a atteint 108 pour cent au quatrième trimestre de 2005, alors qu'il était de 99,4 pour cent au deuxième trimestre de 2002.

7. Les dépenses de consommation dans les services ont beaucoup contribué à la croissance du PIB au cours de la période considérée. Les dépenses de ce type, qui sont l'une des composantes les plus stables du PIB, ont progressé à raison de 3 à 4,5 pour cent depuis 2002. Les dépenses publiques se sont accrues en moyenne d'environ 3 à 4 pour cent, la formation brute de capital fixe augmentant plus rapidement que les dépenses en biens et services et soutenant la croissance en 2002-2006.

8. Le chômage a continué à se résorber progressivement depuis 2002; le taux de chômage est tombé à 6,1 pour cent en mai et juin 2006 et il est resté à peu près à ce niveau. Le recul global du taux de chômage a été déclenché par la forte progression de l'emploi, qui a plus que compensé un modeste accroissement du taux d'activité. Ce taux d'activité s'est établi à 67,2 pour cent au troisième trimestre de 2006, en légère progression par rapport aux 66,9 pour cent observés en 2002.

9. La productivité du travail s'est à peine accrue au Canada ces dernières années. Dans le secteur privé, elle s'est située en moyenne à 1 pour cent de 2001 à 2005, contre 3 pour cent entre 1998 et 2000; cela signifie que la croissance a surtout été liée à l'accroissement du taux d'activité plutôt qu'à la productivité. Une explication possible est un manque de plus en plus marqué de capitaux dans les années 90, en raison du faible coût de la main-d'œuvre par rapport au coût des biens d'équipement le plus souvent importés.<sup>2</sup> Selon l'OCDE, il serait possible d'obtenir des gains de productivité en adoptant des réformes sur le marché du travail et celui des produits (encadré I.1).

**Encadré I.1: Réformes concernant les marchés de produits et les services financiers recommandées par l'OCDE**

La plupart des marchés de produits fonctionnent bien au Canada, mais il existe quelques exceptions pour lesquelles des réformes sont nécessaires. L'OCDE a donc recommandé diverses réformes concernant les marchés de produits, y compris:

- libéraliser les marchés provinciaux de l'électricité pour obtenir une production et une utilisation plus efficaces de cette source d'énergie et adresser des signaux de prix clairs et favoriser l'investissement (chapitre IV 3));
- lever les restrictions à l'investissement étranger direct dans le secteur des transports aériens, des télécommunications et de la radiodiffusion pour stimuler la concurrence en rendant plus crédible la menace d'une entrée et permettre à ces secteurs de bénéficier de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes de gestion (chapitre II 4) et chapitre IV 8) et 5));
- supprimer les mécanismes de gestion de l'offre dans l'agriculture et laisser les prix assurer l'équilibre de l'offre et de la demande sur des marchés ouverts. Ainsi, non seulement tous les agriculteurs auraient davantage d'opportunités mais les consommateurs canadiens bénéficieraient d'une baisse sensible des prix, en particulier dans le secteur des produits laitiers, où d'importantes rentes de rareté ont été créées artificiellement (chapitre IV 2));

<sup>1</sup> La Banque du Canada évalue à 2,8 pour cent le taux de croissance potentiel pour la période 2006-2008 (Banque du Canada, 2006b).

<sup>2</sup> Fonds monétaire international (2006).

- minimiser les subventions qui faussent la concurrence, notamment quelques grands programmes ponctuels en faveur de certaines sociétés mais aussi une pléthore de programmes offrant des subventions, des prêts bonifiés et des conseils (chapitre III 3) iv) et 4) ii)). On inverserait ainsi la tendance à l'accroissement des transferts publics aux entreprises;
- démanteler les derniers obstacles au commerce interprovincial dans les services et promouvoir une concurrence plus vigoureuse dans ces secteurs, moyennant par exemple une reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, et un système administratif commun pour la reconnaissance des titres (chapitre II 3) et chapitre IV 9));
- Prendre en compte les cotisations des employeurs aux régimes d'assurance chômage afin de supprimer la subvention croisée substantielle et persistante en faveur des entreprises qui utilisent ce système à plusieurs reprises pour couvrir leurs travailleurs saisonniers et temporaires. À défaut, on pourrait réduire cet élément de subvention en durcissant les critères d'éligibilité pour limiter l'accès des travailleurs saisonniers et temporaires à l'assurance chômage.

L'OCDE note également que des marchés financiers plus efficaces contribueraient au rythme de la croissance. Même si le secteur financier du Canada est bien développé et diversifié et qu'il s'est montré raisonnablement performant, certains dispositifs, comme les restrictions visant la propriété des banques et la procédure d'agrément politique pour les fusions bancaires, peuvent entraver les gains d'efficacité (chapitre IV 6)). L'OCDE a fait observer qu'une simplification des conditions d'entrée dans le secteur bancaire faciliterait l'entrée sur le marché de nouveaux acteurs, étrangers ou nationaux, renforçant ainsi les forces concurrentielles dans le secteur.

*Source:* Secrétariat de l'OMC, sur la base de OCDE (2006), *Étude économique du Canada*, Paris.

10. La Banque du Canada attribue le récent manque de tonus de la productivité du travail à l'ajustement structurel de l'économie confrontée aux larges fluctuations des cours des produits de base, à l'appréciation du dollar canadien et à la concurrence extérieure.<sup>3</sup> Selon la Banque, le capital et le travail sont généralement moins productifs pendant une période d'ajustement, en raison de la réaffectation du travail et du capital vers des produits de base de coûts plus élevés et des biens et services non commercialisables.

## ii) Politique monétaire, taux de change et prix

11. La politique monétaire du Canada vise à maintenir un taux d'inflation bas et stable. À cette fin, et pour accroître leur obligation redditionnelle à l'égard du public, le Gouvernement fédéral et la Banque du Canada ont annoncé ensemble une cible de maîtrise de l'inflation. L'objectif d'inflation est de 2 pour cent, tel que mesuré par l'indice des prix à la consommation, à l'intérieur d'une fourchette de 1 à 3 pour cent. En novembre 2006, le Gouvernement fédéral et la Banque du Canada ont décidé de reconduire la cible de maîtrise de l'inflation pour une période de cinq ans se terminant en décembre 2011.<sup>4</sup> La Banque du Canada considère qu'une inflation faible contribue à une meilleure croissance de l'économie et atténue les fluctuations cycliques de la production et de l'emploi. La stratégie de ciblage sur un taux d'inflation est en place depuis 1991.

12. Le principal instrument de la politique monétaire de la Banque du Canada consiste à modifier l'objectif fixé pour les fluctuations du taux du financement à un jour et qui correspond au milieu de la fourchette opérationnelle à l'intérieur de laquelle ce taux évolue. Les variations du taux sont

<sup>3</sup> Banque du Canada (2006b).

<sup>4</sup> Banque du Canada (2006d).

annoncées à huit dates préétablies par an.<sup>5</sup> La Banque du Canada a ajusté le taux directeur à plusieurs reprises ces dernières années (tableau I.2).

**Tableau I.2**  
**Quelques indicateurs monétaires et indicateurs du taux de change, 2002-2006**

	2002	2003	2004	2005	2006 T1	2006 T2	2006 T3
<b>Agrégats monétaires (en fin de période, variation en pourcentage)<sup>a</sup></b>							
M1 brut	7,0	9,6	11,0	10,7	10,9	10,5	12,0
M1++	8,2	7,6	10,4	7,4	7,1	6,5	7,6
M2++	3,9	3,9	5,5	6,3	6,4	6,5	7,1
<b>Taux d'intérêt (pour cent)</b>							
Taux de financement à un jour (instrument de la politique)	2,75	2,75	2,50	3,25	3,75	4,25	4,25
Taux de base	4,2	4,5	4,0	4,4	5,3	5,9	6,0
Effet de commerce à 90 jours	2,74	2,75	2,50	3,24	3,73	4,25	4,30
<b>Prix (variations en pourcentage)</b>							
IPC (en fin de période)	3,9	2,0	2,1	2,2	2,2	2,5	0,7
IPC de base (à l'exclusion des huit éléments les plus volatils et des impôts indirects)	2,7	2,2	1,7	1,6	1,7	1,7	2,3
<b>Taux de change (moyenne annuelle)</b>							
Indice C-6 des taux de change pondérés en fonction des échanges commerciaux <sup>b</sup>	79,2	92,9	97,9	104,1	103,3	107,2	108,0
Indice de taux de change effectif du dollar canadien (TCEC) <sup>c</sup>	80,5	93,3	99,2	106,1	106,3	109,8	109,5
Taux de change effectif réel (2000 = 100)	96,0	106,7	112,5	119,3	125,0	127,5	126,8
Dollar canadien/dollar américain	1,57	1,40	1,30	1,21	1,16	1,12	1,12
Dollar canadien/euro	1,48	1,58	1,62	1,51	1,39	1,41	1,42
<b>Situation monétaire</b>							
Indice des conditions monétaires (1987 = 100) <sup>d</sup>	1,96	0,20	0,00	-3,02	-4,68	-9,80	-10,94

a M1 brut: monnaie hors banques, plus les comptes de chèques des particuliers, les comptes courants et certaines corrections apportées à M1. M1++: M1+ plus les dépôts à préavis non transférables par chèque dans les banques, les sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire, les caisses populaires et les credit unions, moins les dépôts interbancaires à préavis non transférables par chèque, auxquels s'ajoutent les corrections effectuées pour assurer la continuité des données. M2++: comprend les obligations d'épargne du Canada, les montants cumulatifs nets versés dans les fonds communs de placement autres que les fonds du marché monétaire en dollars canadiens.

b L'indice C-6 des taux de change pondérés en fonction des échanges commerciaux est une moyenne pondérée des cours du dollar canadien par rapport aux grandes devises. Les poids attribués aux divers pays s'appuient sur le volume des échanges commerciaux du Canada avec chacun de ces pays au cours de chacune des trois années allant de 1994 à 1996. L'année de base de l'indice est 1992.

c L'indice de taux de change effectif du dollar canadien (TCEC) est une moyenne pondérée des taux de change bilatéraux du dollar canadien par rapport au dollar EU, à l'euro de l'Union européenne, au yen japonais, à la livre sterling, au yuan chinois et au peso mexicain. Le TCEC a remplacé l'indice C-6 en octobre 2006.

d L'indice des conditions monétaires (ICM) est une somme pondérée des variations du taux d'intérêt à court terme (taux du papier commercial à 90 jours) et du taux de change (mesuré par l'indice C-6) par rapport à une période de base donnée. Le poids du taux de change est égal au tiers du poids attribué au taux d'intérêt. Une variation de l'ICM indique le degré de resserrement ou d'assouplissement des conditions monétaires.

Source: Banque du Canada, *Rapport sur la politique monétaire*, octobre 2006, et autres renseignements disponibles en ligne. Adresse consultée: <http://www.bankofcanada.ca/en/graphs/a1-table-fr.htm> et <http://www.bank-banque-canada.ca/pdf/wfs.pdf>.

13. L'inflation est demeurée dans les limites de la cible de 1 à 3 pour cent fixée par la Banque du Canada (tableau I.2). La hausse annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été en moyenne légèrement supérieure à 2 pour cent au cours de la période allant de 2003 au troisième

<sup>5</sup> Banque du Canada (2006c) et (2001).

trimestre 2006, ce qui correspond au milieu de la fourchette des cibles de l'inflation. L'appréciation du dollar canadien a favorisé le maintien d'un faible taux d'inflation, en réduisant l'effet de la hausse des prix des produits de base. L'inflation de base a, en moyenne, augmenté moins que l'IPC depuis 2003.<sup>6</sup>

14. Le dollar canadien s'est apprécié nominalement d'environ 40 pour cent par rapport au dollar EU entre 2002 et le troisième trimestre de 2006. Il a connu une appréciation effective réelle de quelque 36 pour cent au cours de la même période, ce qui a eu des répercussions dans le secteur réel de l'économie et sur le commerce. Les autorités canadiennes considèrent que le Canada a assuré un "fardeau disproportionné" dans le contexte des déséquilibres extérieurs mondiaux, en laissant le taux de change s'apprécier et le volume des exportations nettes se contracter.<sup>7</sup>

### iii) Politique budgétaire

15. Grâce à une politique budgétaire prudente, le Canada a enregistré des excédents fédéraux depuis son dernier examen, et la dette publique a diminué. Entre 2001/02 et 2005/06, le Canada a enregistré des excédents opérationnels de 2,8 à 4,3 pour cent du PIB, et les soldes budgétaires (compte tenu des frais de la dette publique) se sont situés dans une fourchette allant de 0,1 à 1 pour cent (tableau I.3). Tout au long de cette période, le Canada a suivi une règle fiscale de nature informelle pour maintenir des "budgets équilibrés, ou excédentaires", et a maintenu une réserve pour éventualités de 0,25 pour cent du PIB.<sup>8</sup> La persistance des excédents budgétaires globaux de ces quelques dernières années et la politique de réduction de la dette appliquée par le gouvernement ont permis de ramener le ratio de la dette fédérale par rapport au PIB à 35,1 pour cent en 2005/06, alors qu'il était de 46,2 pour cent en 2001/02.

**Tableau I.3**  
**Quelques indicateurs budgétaires, 2001-2006**

	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06
<b>Solde budgétaire fédéral (en pourcentage du PIB)</b>					
Recettes	16,6	16,5	16,4	16,4	16,2
Recettes fiscales	13,7	13,6	13,6	13,5	13,6
Dépenses	-12,3	-12,7	-12,7	-13,7	-12,8
Solde de fonctionnement	4,3	3,8	3,7	2,8	3,4
Frais de la dette publique	-3,6	-3,2	-2,9	-2,6	-2,5
Solde budgétaire	0,7	0,6	0,8	0,1	1,0
Opérations non budgétaires	-0,7	0,2	-0,1	0,4	-0,5
Besoins financiers	0,0	0,8	0,6	0,5	0,5
Solde budgétaire des provinces	0,0	-0,2	-0,3	0,5	1,0
Dette fédérale (milliards de dollars canadiens)	511,9	505,3	496,2	494,7	481,5
Dette fédérale (pourcentage du PIB)	46,2	43,8	40,9	38,3	35,1

Source: Ministère des finances (2006), *Tableaux de référence financiers*, Adresse consultée: <http://www.fin.gc.ca/purl/frt-f.html>.

<sup>6</sup> La mesure "de base" de l'inflation de l'IPC, ou indice de référence, que la Banque du Canada utilise depuis mai 2001, exclut les huit composantes les plus volatils de l'IPC (fruits, légumes, essence, mazout, gaz naturel, intérêts hypothécaires, transport interurbain et produits du tabac) et apporte des ajustements aux autres composantes pour en retrancher l'effet des modifications des impôts indirects.

<sup>7</sup> Fonds monétaire international (2006).

<sup>8</sup> Fonds monétaire international (2006).

16. Le Gouvernement fédéral prévoit des excédents budgétaires de 2 à 4,2 milliards de dollars canadiens par an entre 2006/07 et 2011/12, et des réductions annuelles de la dette fédérale de 3 milliards de dollars canadiens.<sup>9</sup> Il s'efforce de ramener le ratio de la dette fédérale au PIB à 25 pour cent d'ici à 2012/13. Il entend également utiliser les économies en frais d'intérêt grâce à la réduction de la dette pour abaisser l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Le Gouvernement fédéral a indiqué qu'il maintiendra l'augmentation moyenne des dépenses de programmes au-dessous de la croissance moyenne de l'économie sur le moyen terme.

17. Après avoir été déficitaire en 2002/03 et 2003/04, le solde budgétaire global des provinces (compte tenu des remboursements de la dette) a été excédentaire les deux années suivantes. En 2005/06, les gouvernements provinciaux ont enregistré un excédent accumulé de 13,2 milliards de dollars canadiens, soit 1 pour cent du PIB. L'Alberta a contribué pour environ les deux tiers à cet excédent, et la Colombie-Britannique pour près d'un quart. La seule province ou territoire à afficher un déficit de fonctionnement, quoique modeste, en 2005/06 était l'Île-du-Prince-Édouard. Au Québec, les finances publiques étaient en équilibre et dans les autres provinces les comptes budgétaires étaient excédentaires.

18. À partir de 2006/07, les décisions budgétaires du gouvernement s'inscrivent dans un horizon de planification de deux ans. Le budget 2006/07 proposait de larges allègements fiscaux pour les personnes physiques, évalués à près de 20 milliards de dollars canadiens sur les deux années suivantes.<sup>10</sup> La taxe sur les produits et services (TPS) a été réduite de 1 point de pourcentage à compter de juillet 2006, et le taux général de l'impôt sur le revenu des sociétés sera ramené (de 21 pour cent) à 19 pour cent d'ici à 2010. La surtaxe des sociétés sera éliminée pour toutes les sociétés à compter de janvier 2008. Le taux de 12 pour cent de l'impôt sur le revenu admissible des petites entreprises baissera à 11,5 pour cent en 2008 et à 11 pour cent en 2009. Les impôts sur le revenu des particuliers ont été réduits. Le budget 2006/07 a attribué 2 milliards de dollars canadiens de plus sur deux ans au secteur de l'agriculture, y compris 500 millions de dollars canadiens pour le soutien des exploitations agricoles, auquel s'ajoute un versement ponctuel de 1 milliard de dollars canadiens pour aider les agriculteurs à passer à une programmation plus efficace pour la stabilisation des revenus agricoles et les secours en cas de catastrophes (voir le chapitre IV 2) iii)).

19. Pour améliorer la transparence et l'imputabilité des opérations du gouvernement, le Plan d'action pour l'imputabilité fédérale, publié en avril 2006, a introduit un large éventail de réformes, dont la création d'un poste de directeur parlementaire du budget et l'engagement de fournir des mises à jour trimestrielles sur les perspectives financières de l'exercice en cours.

### 3) BALANCE DES PAIEMENTS

20. Le compte courant de la balance des paiements a affiché un excédent pendant toute la période considérée (tableau I.4). L'excédent a atteint 31,8 milliards de dollars canadiens en 2005, soit 2,2 pour cent du PIB, mais il s'est tassé au premier semestre de 2006. Si le solde du commerce des marchandises a affiché un excédent entre 2001 et le premier semestre de 2006, celui des services a été déficitaire (voir ci-après). Le compte de capital a continué d'afficher un excédent tout au long de la période considérée. Le déficit du compte financier s'est fortement creusé en 2004 et 2005, en raison principalement d'une augmentation considérable des investissements canadiens directs et des investissements canadiens de portefeuille à l'étranger, déclenchée par la bonne tenue de la monnaie en termes réels et les rendements plus élevés à l'étranger.

<sup>9</sup> Ministère des finances (2006d).

<sup>10</sup> Ministère des finances (2006c).

**Tableau I.4**  
**Balance des paiements internationaux du Canada, 2002-2006<sup>a</sup>**  
(Millions de dollars canadiens)

	2002	2003	2004	2005	2006 T1	2006 T2
<b>Compte courant</b>						
<b>Recettes totales</b>	<b>514 913</b>	<b>496 301</b>	<b>537 943</b>	<b>574 293</b>	<b>146 193</b>	<b>148 323</b>
Exportations de biens et services	477 522	460 088	492 984	518 028	128 457	132 553
Biens	414 039	398 954	429 121	453 060	113 598	116 103
Services	63 483	61 134	63 863	64 968	14 859	16 450
Voyages	16 741	14 776	16 745	16 460	2 899	4 219
Transports	11 060	9 896	11 024	11 632	2 624	3 143
Autres services	35 681	36 462	36 093	36 877	9 335	9 089
Revenus de placements	30 502	29 469	37 532	48 199	14 692	13 698
Investissements directs	13 766	12 706	20 677	25 944	8 468	7 140
Investissements de portefeuille	8 859	8 955	10 182	12 644	3 505	3 700
Autres investissements	7 877	6 807	6 673	9 561	2 720	2 858
Transferts	6 890	6 744	7 427	8 066	3 044	2 072
<b>Total des paiements</b>	<b>495 135</b>	<b>482 197</b>	<b>510 310</b>	<b>542 491</b>	<b>138 118</b>	<b>144 859</b>
Importations de biens et services	427 434	415 672	440 218	466 896	117 812	125 336
Biens	356 727	342 692	363 639	388 210	96 958	104 749
Services	70 707	72 980	76 580	76 686	20 854	20 586
Voyages	18 401	18 727	20 747	22 260	6 858	6 017
Transports	14 438	14 366	16 001	17 528	4 442	4 750
Autres services	37 868	39 887	39 831	38 898	9 553	9 819
Revenus de placements	60 799	59 403	62 346	67 010	16 834	17 870
Investissements directs	21 529	23 744	27 489	30 953	6 618	8 411
Investissements de portefeuille	30 804	29 041	28 139	27 192	6 151	6 147
Autres investissements	8 466	6 618	6 717	8 865	4 066	3 312
Transferts	6 902	7 122	7 746	8 585	3 471	1 653
<b>Solde du compte courant</b>	<b>19 778</b>	<b>14 103</b>	<b>27 633</b>	<b>31 802</b>	<b>8 076</b>	<b>3 464</b>
Biens et services	50 088	44 416	52 765	51 132	10 645	7 217
Biens	57 311	56 262	65 482	64 850	16 641	11 353
Services	-7 224	-11 846	-12 717	-13 718	-5 996	-4 136
Revenus de placements	-30 297	-29 935	-24 814	-18 811	-2 142	-4 173
Transferts	-12	-378	-319	-519	-427	419
<b>Comptes capital et financier, nets</b>	<b>-17 208</b>	<b>-15 697</b>	<b>-32 507</b>	<b>-29 177</b>	<b>-9 427</b>	<b>-1 324</b>
Compte capital, flux net	4 936	4 171	4 449	5 932	1 007	998
Compte financier, flux net	-22 144	-19 868	-36 956	-35 109	-10 433	-2 322
Actifs du Canada, flux nets	-83 631	-66 287	-88 039	-115 116	-48 213	-52 314
Investissements canadiens directs à l'étranger	-42 052	-30 146	-56 274	-41 300	-8 143	-11 552
Investissements canadiens de portefeuille	-29 319	-19 054	-24 369	-51 652	-19 817	-20 528
Autres investissements canadiens	-13 951	-17 088	-7 396	-22 164	-20 252	-20 235
Passif du Canada, flux net	61 487	46 419	51 083	80 008	37 780	49 991
Investissements étrangers directs au Canada	..	10 669	1 995	40 984	14 767	7 442
Investissements étrangers de portefeuille	..	19 362	54 267	8 472	8 534	10 720
Autres investissements étrangers		16 389	-5 179	30 551	14 478	31 829
Divergences statistiques	-2 570	1 594	4 874	-2 625	1 351	-2 140
<b>Solde du compte courant/PIB</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,5<sup>b</sup></b>	<b>0,7<sup>b</sup></b>

a Non corrigé des variations saisonnières.

b Estimations annualisées.

Source: Statistique Canada, adresse consultée: <http://www40.statcan.ca/101/cst01/econ01a.htm>.



#### 4) STRUCTURE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT

##### i) Commerce des marchandises<sup>11</sup>

21. Le Canada fait partie des principaux exportateurs et importateurs mondiaux de marchandises. En 2005, ses exportations ont compté pour 3,4 pour cent du total des exportations mondiales et ses importations pour 3 pour cent du total des importations mondiales. Après avoir notablement diminué au cours de la période 2000-2002, les exportations comme les importations ont repris, les premières atteignant 360 milliards de dollars EU en 2005 et les secondes 314 milliards de dollars EU.

22. La composition des exportations a beaucoup évolué depuis le dernier examen du Canada. Les carburants et combustibles, en particulier le pétrole et le gaz naturel, ont constitué légèrement plus de 20 pour cent des exportations totales en 2005, en hausse par rapport aux 14 pour cent observés en 2001 (tableau AI.1). Dans le cas du pétrole brut, cette hausse est due à la montée des prix sur le marché mondial et à l'augmentation des quantités exportées; l'accroissement de la part du gaz naturel tient à son renchérissement sur le marché mondial étant donné que les quantités exportées ont légèrement diminué entre 2001 et 2005. En 2005, les exportations de gaz naturel se sont chiffrées à 30 milliards de dollars EU et celles de pétrole brut à 25 milliards de dollars EU. Les États-Unis ont été la principale destination de la quasi-totalité des exportations de pétrole et de gaz. La part des produits manufacturés dans les exportations canadiennes a baissé, de 62 pour cent en 2001 à 57 pour cent en 2005, ce qui correspond en partie à la diminution de la part des exportations d'automobiles. Toutefois, au cours de la même période, les exportations de produits manufacturés se sont accrues d'environ 28 pour cent dans l'absolu pour atteindre 206,1 milliards de dollars EU. De même, les exportations de produits de l'automobile se sont chiffrées à 66,8 milliards de dollars EU en 2005, soit une progression de 21 pour cent par rapport à 2001; les voitures de tourisme demeurent la principale catégorie d'exportations canadiennes de produits manufacturés. La part de l'agriculture, y compris les matières premières agricoles telles que le bois et les pâtes de bois, a elle aussi diminué depuis 2001, pour s'établir à 11,4 pour cent en 2005.

23. La part des produits manufacturés dans les importations canadiennes totales a eu tendance à décroître, pour tomber juste en dessous de 80 pour cent en 2005 (tableau AI.2). Toutefois, les importations de produits manufacturés ont augmenté dans l'absolu et sont passées de 182,6 milliards de dollars EU en 2001 à 248,1 milliards en 2005. La part des machines et matériel de transport dans les importations totales a régressé, tandis que celle des produits chimiques et des produits sidérurgiques a augmenté. Les carburants et combustibles ont compté pour 9 autres pour cent dans les importations totales en 2005, en progression par rapport aux 6 pour cent observés en 2001. La part des produits agricoles dans les importations totales est restée relativement constante, aux alentours de 7 pour cent.

24. Les exportations canadiennes demeurent très concentrées quant à leur destination. Les États-Unis ont absorbé 84 pour cent des exportations totales en 2005, soit un peu moins qu'en 2001 (tableau AI.3). Tous les autres partenaires commerciaux ont absorbé moins de 1 pour cent des exportations totales (les membres des CE étant considérés individuellement), sauf le Japon (2,1 pour cent), le Royaume-Uni (1,9 pour cent) et la Chine (1,6 pour cent). Les CE absorbent 5,7 pour cent des exportations totales du Canada.

25. La provenance des importations s'est diversifiée depuis 2001 (tableau AI.4): même si les importations en provenance des États-Unis ont augmenté dans l'absolu depuis 2001, la part des

---

<sup>11</sup> Les chiffres de cette partie sont tirés de la base de données COMTRADE (Division de statistique des Nations Unies) (CTCI Rev.3).

États-Unis dans les importations totales a reculé, de 64 pour cent en 2001 à 57 pour cent en 2005, en raison surtout de la diminution de la part des importations de machines et matériel de transport. Dans la catégorie des machines et matériel de transport, ce sont les importations de machines de bureau et de matériel de télécommunication en provenance des États-Unis qui ont diminué, à la fois en termes absolus et relatifs. La Chine est devenue, à la place du Japon, la deuxième source d'importations du Canada: sa part est passée de 4 pour cent en 2001 à près de 8 pour cent en 2005, tandis que celle du Japon reculait légèrement (de 4,3 pour cent en 2001 à 3,9 pour cent en 2005). Le Canada importe relativement plus de machines et matériel de transport de la Chine que des États-Unis. Les importations de machines de bureau et de matériel de télécommunication en provenance de la Chine se sont développées particulièrement vite, et elles représentaient près de 27 pour cent des importations canadiennes totales en provenance de la Chine. Les CE ont contribué à 12 pour cent des importations totales.

## **ii) Commerce des services**

26. Le Canada demeure un importateur net de services. Le déficit global des transactions de services s'est creusé de 1 milliard de dollars canadiens en 2005 pour atteindre 13,7 milliards (tableau AI.5), soit 5,9 milliards de plus que le déficit affiché en 2001. Plus de la moitié des transactions du Canada portaient sur les services commerciaux, les transports et les voyages représentant l'essentiel du reste. Bien que le Canada soit déficitaire pour ces trois services, il est exportateur net de services d'informatique et d'information; de services d'architecture, d'ingénierie et autres techniques; de services de communication; et de recherche et développement.

27. Pendant la période considérée, le Canada a diversifié son commerce des services par rapport aux États-Unis, même si ceux-ci demeurent son principal partenaire commercial, avec environ 56 pour cent des exportations de services et 59 pour cent des importations (tableaux AI.6 et AI.7). Les CE comptent pour environ 17 pour cent dans les exportations canadiennes de services et pour la même proportion dans les importations, tandis que l'Asie centrale et de l'Est absorbe 9 pour cent des exportations et contribue à 10 pour cent des importations.

## **iii) Investissement étranger**

28. Le Canada est actif en tant qu'investisseur à l'étranger, et aussi en tant que bénéficiaire important de l'investissement étranger direct (IED), d'investissements de portefeuille et d'autres types d'investissements. Au cours de la période considérée, les investissements canadiens à l'étranger ont augmenté beaucoup plus que les investissements étrangers au Canada.

29. Le Canada est un investisseur net en matière d'IED, mais un bénéficiaire net d'autres types d'investissements et de l'ensemble de l'investissement étranger. L'IED est le seul type d'investissements pour lequel les entrées ont progressé plus rapidement que les sorties pendant la période considérée. Entre 2001 et 2005, la valeur des investissements canadiens directs à l'étranger s'est accrue de 16,5 pour cent, et celle de l'IED au Canada de 22,1 pour cent (tableau AI.8). La valeur totale de l'actif du Canada a atteint 74,4 pour cent du PIB en 2005, soit une progression de 10,2 pour cent par rapport à 2001, tandis que son passif total s'est élevé à 83,4 pour cent du PIB la même année, en hausse de 5 pour cent par rapport à 2001.

30. La valeur de l'IED au Canada a atteint au total 415,6 milliards de dollars canadiens en 2005. La même année, l'énergie et les minéraux métalliques y ont contribué pour 26 pour cent, et les services financiers pour 45 autres pour cent. D'autres secteurs dans lesquels l'IED est important sont les autres services et la distribution, les produits alimentaires et boissons, les produits chimiques, les textiles, le matériel de transport et les produits électriques et électroniques. Les États-Unis sont la

principale source d'IED et ont compté pour 45 pour cent dans le total des entrées d'IED au Canada en 2005, suivis par les CE (15 pour cent), au sein desquelles le Royaume-Uni est le principal investisseur (7 pour cent), et les autres pays de l'OCDE (14 pour cent). Les investisseurs des États-Unis détenaient 64 pour cent de l'IED au Canada en 2005, suivis par ceux du Royaume-Uni et de la France, avec environ 7 pour cent pour chaque pays.

31. Les États-Unis sont la principale destination des investissements canadiens, tant pour l'IED que pour les autres types d'investissements, en particulier les investissements de portefeuille, et ils comptent pour quelque 46 pour cent dans la valeur totale des investissements canadiens directs à l'étranger, devant les CE (24 pour cent).

## 5) PERSPECTIVES

32. La croissance du PIB devrait ralentir à 2,5 pour cent en 2007, alors qu'elle est estimée à 2,8 pour cent pour 2006, d'après les prévisions de la Banque du Canada. La croissance devrait être soutenue par une vigoureuse demande intérieure, en particulier aux fins de la consommation privée, tandis que la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB devrait demeurer négative. Cette croissance est estimée à 2,8 pour cent pour 2008, sous l'impulsion là encore de la demande intérieure; la contribution des exportations nettes devrait, selon les prévisions, être neutre. La productivité du travail devrait en principe progresser à raison de 1,5 pour cent environ par an, soit un peu plus que la moyenne récente. L'inflation de l'IPC est estimée à 1,5 pour cent pour le premier semestre de 2007 et à un peu plus de 2 pour cent pour le second semestre, et elle devrait rester à ce niveau en 2008, car les effets de la pression exercée sur les prix du logement et l'excès de la demande s'atténuent.<sup>12</sup> Dans le contexte de cet examen, les autorités ont indiqué que les risques qui pèsent sur les perspectives demeurent largement extérieurs et ils comprennent les incertitudes quant aux prix des produits de base, le risque d'une correction plus importante que prévue des prix de l'immobilier aux États-Unis et le risque d'un ajustement chaotique des déséquilibres mondiaux.

---

<sup>12</sup> Banque du Canada (2006b).